



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

politique de l'emploi

Question au Gouvernement n° 2125

Texte de la question

POLITIQUE DE L'EMPLOI

M. le président. La parole est à M. Maurice Giro, pour le groupe UMP.

M. Maurice Giro. Ma question s'adresse à M. le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement.

Mercredi dernier, lors de son discours de politique générale, M. le Premier ministre a affirmé sa volonté de dynamiser l'économie de notre pays par une politique volontariste, centrée notamment sur un plan d'urgence de 4,5 milliards d'euros pour gagner la bataille de l'emploi et répondre aux attentes de nos compatriotes.

Face au chômage, il faut aller chercher les emplois là où ils se trouvent et s'en donner les moyens. En ce sens, M. le Premier ministre a annoncé une mobilisation accrue de tous les services publics de l'emploi pour favoriser le reclassement des chômeurs et notamment des jeunes. Il a par ailleurs annoncé sa détermination de donner aux entreprises les moyens d'embaucher. À cet égard, il nous a fait part de deux mesures à destination des TPE, qui me semblent particulièrement adaptées à ce type d'entreprise : la création du chèque emploi pour simplifier l'embauche et la mise en place du contrat " nouvelle embauche ".

Monsieur le ministre, pouvez-vous nous en dire davantage sur ces deux mesures en termes d'objectifs, de modalités et de calendrier ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement.

M. Jean-Louis Borloo, ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement. Monsieur le député, permettez-moi tout d'abord de vous remercier - ainsi que M. le président de la commission des affaires sociales - pour la qualité du travail que vous avez effectué en tant que rapporteur du texte relatif au développement des services à la personne que nous allons examiner tout à l'heure. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Les artisans travaillant seuls se heurtaient jusqu'à présent à des difficultés lorsqu'ils souhaitaient embaucher un premier compagnon. C'est difficile, c'est compliqué, c'est risqué ! C'est pourquoi le Premier ministre a voulu que, pour eux ou pour ceux qui ont déjà un ou deux compagnons,

Version web : <https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/12/questions/QANR5L12QG2125>

l'embauche puisse se faire très simplement et sans sujets d'inquiétude. Dans le même temps, nous allons assortir ce nouveau parcours de meilleures garanties de reclassement et d'un plus grand soutien de l'État. Comme l'a souhaité le Premier ministre, ces questions seront évoquées avec les partenaires sociaux et feront, dans quelques jours, l'objet d'une loi d'habilitation. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - " Bla-bla ! " sur les bancs du groupe socialiste.*)

Données clés

- Auteur : [M. Maurice Giro](#)
- Circonscription : Vaucluse (2^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire
- Type de question : Question au Gouvernement
- Numéro de la question : 2125
- Rubrique : Emploi
- Ministère interrogé : emploi, cohésion sociale et logement
- Ministère attributaire : emploi, cohésion sociale et logement

Date(s) clé(s)

- Question publiée le : 15 juin 2005
- La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 15 juin 2005